DECLARATION FSU

CTSD 28 mai 2018

Dans le cadre du « Chantier Dialogue social : définir un nouveau modèle de dialogue social dans la Fonction publique » le gouvernement a présenté vendredi 25 mai aux organisations syndicales représentatives ni plus ni moins qu'un projet de « suppression du paritarisme » afin de faciliter une « déconcentration managériale » de la Fonction Publique. L'abolition des CAP en ce qui concerne les mutations, l'élargissement des sanctions disciplinaires sans contrôle des recours, la suppression des CAP par corps,... tout ce que contient ce projet est inacceptable pour la FSU.

Transparence et égalité de traitement pour tous les actes de gestion de carrière sont des valeurs essentielles et constitutives de la Fonction Publique française. Ces propositions gouvernementales vont à rebours de toute l'histoire de la construction d'une Fonction Publique indépendante, à l'abri des luttes d'influences, pressions de toutes sortes et pouvoirs de « petits chefs ».

Si l'on ajoute à cela le recours au contrat au lieu du recrutement d'agents titulaires par concours, le « salaire au mérite », la remise en cause des CHS CT, la suppression annoncée de 120.000 postes de fonctionnaires pour le quinquennat un constat s'impose : le gouvernement engage une remise en cause des fondements de la Fonction Publique.

La FSU condamne ces orientations et agira pour s'opposer à ces régressions.

Alors que notre société voit un accroissement des inégalités sociales, économiques, territoriales, la France a besoin d'une Fonction Publique et de services publics forts qui permettent l'égalité d'accès de tous les citoyens à l'ensemble des services dont ils ont besoin. Pour assurer ces missions, les agents doivent voir préserver leurs droits et garanties statutaires.